

au pouvoir s'y opposent par la violence, la corruption et les tracasseries administratives. Le plus souvent, d'ailleurs, la création d'une association dépend de l'avis conforme à priori des autorités politiques et de leur sens des affaires. Les collectifs informels ne sont pas considérés comme des interlocuteurs valables et leurs dirigeants peuvent être poursuivis, maltraités, jetés en prison voire assassinés.

Aussi, nous avons pu constater une quasi-disparition du réseau constitué en Afrique subsaharienne à l'occasion du FAME 2012 à Marseille.

La tenue à Dakar en 2021 de ce nouveau FAME pourrait aider à la revitalisation et à l'extension de ce tissu par un échange élargi d'expériences dont le mouvement mondial de l'eau, divers et, jusqu'à présent, toujours en cours de construction, pourrait tirer bénéfice.

Face à la puissance des marchands d'eau, de leurs parrains néocoloniaux et des oligarchies, les Africains ont besoin de notre aide pour enclencher la mobilisation du continent.

Eau Bien Commun France propose la création d'un espace européen de préparation de ce FAME africain

Sa première tâche serait d'aider très rapidement à la constitution d'un collectif africain d'organisation à Dakar.

## Réunion Préparatoire

28 février 2019 à 18h30

29 Boulevard Longchamp, 13001 Marseille



**Coordination**  
EAU BIEN COMMUN  
France

**Contact :** +33695622136

[ba.mounier@laposte.net](mailto:ba.mounier@laposte.net)

FB : Eau Bien Commun PACA

[www.coordination-eau.fr](http://www.coordination-eau.fr)

Pour un

**Forum  
Alternatif  
Mondial  
de l'Eau**



**Dakar  
mars 2021**

**Un face à face nécessaire en Afrique  
avec le Conseil Mondial de l'Eau  
et les multinationales de l'eau**

Le Conseil Mondial de l'Eau :  
un ennemi de la gestion publique directe et démocratique de l'eau



**Coordination**  
EAU BIEN COMMUN  
France



## **Le CME : un ennemi de la gestion publique directe et démocratique de l'eau**

Tous les 3 ans, largement subventionné par la municipalité marseillaise, le Conseil mondial de l'eau, organise un forum mondial de l'eau dans un pays différent. **En 2021 à Dakar.**

Le CME est une association loi de 1901. Il prétend regrouper, de façon « équilibrée », sur le plan mondial, tous les acteurs de l'eau, institutions internationales, États, multinationales et jusqu'aux associations d'usagers. C'est en fait une machine de guerre à ambition totalitaire contre le développement de la gestion politique, publique, démocratique et résiliente de l'eau par l'institution de « communs » et la planification démocratique que nous défendons.

Le CME prône des marchés de travaux, des PPP, des concessions diverses, y compris sous forme de délégations de service public, en faveur des intérêts de transnationales comme Véolia, Suez, Eiffage ou Vinci. Ces formes d'appropriation privée, de marchandisation, de financiarisation et d'extorsion de profits au détriment d'un bien commun nécessaire à toute vie comme l'eau seraient, dans sa doctrine, le seul moyen efficace pour résoudre la crise mondiale de l'accès à l'eau, sans cesse aggravée par la croissance démographique et par le réchauffement climatique.

Les solutions de marché, mises en œuvre depuis plus de trente ans selon ces principes, n'ont pas fait progresser le droit humain effectif à l'accès à l'eau, y compris dans les pays du « Nord ».

Malgré tout, les négociations climatiques, de la COP 20 de Lima à la COP 24 de Katowice, ont promu les investissements privés dans les domaines du grand et du petit cycle de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, en lieu et place de la gestion et des financements publics, réduits à de maigres fonds dont on espère un effet de levier au bénéfice du secteur privé.

L'exemple du Forum alternatif mondial de l'eau à Marseille (2012)

Le forum alternatif mondial de l'eau, tenu à Marseille en 2012 avec succès, a bien défini démocratiquement, sur la base des diagnostics, des revendications et des réalisations des mouvements sociaux représentés par des milliers de militants, la nécessité de défendre et de promouvoir un tel événement indépendant des États néolibéraux et des multinationales. Son slogan : l'eau source de vie et non de profit !

## **Le Conseil mondial de l'eau, l'Afrique et Dakar**

Selon l'activiste indien Rajendra Singh : « Les compagnies mondiales de l'eau comme Veolia utilisent le Conseil mondial de l'eau comme plate-forme pour pénétrer dans les pays pauvres en développement comme le Sénégal où elles ont signé un contrat pour construire une usine de traitement de l'eau à grande échelle en février 2017 juste avant que le Sénégal n'obtienne l'organisation du Forum mondial de l'eau ».

Les multinationales de l'eau ont dû abandonner leurs stratégies verticales africaines de la fin du 20e siècle. Elles consistaient à construire et à gérer des entités réunissant la production d'eau et d'électricité. Les conditions de passation conjointe de contrats léonins et de pactes de corruption avec les oligarchies les a mises souvent en position de boucs émissaires, comme au Gabon. Les taux de profits ont pu s'effondrer du fait de la sous-budgétisation du secteur par les États, des défauts de paiement, ce qui a déclenché des retraits. Car les gouvernements considéraient aussi l'extension anarchique de la démographie des mégapoles comme une menace. L'accès aux droits essentiels était perçu comme une facilitation indésirable à l'installation des plus précaires.

Les multinationales abordent maintenant l'énorme marché potentiel africain du stockage, du partage de l'eau selon ses diverses fonctions, de la dépollution, de la potabilisation et des rejets dans les écosystèmes avec la volonté de scinder la chaîne de valeur en marchés partiels tandis que l'ancienne intégration les laissait directement en face du mécontentement des usagers. Elles présentent ce réajustement comme une réforme positive.

En Afrique subsaharienne seulement 24% des personnes disposent en permanence d'une eau potable à domicile, 28% de toilettes salubre et 15% ont la possibilité de se laver les mains. Qui peut croire que la logique de l'accroissement des taux de profits à court terme qui caractérise les multinationales peut permettre d'endiguer la progression de la crise de l'eau en longue période de changement climatique et d'accélération démographique ?

Il est donc urgent pour les peuples africains de peser de tout leur poids pour reconstituer de véritables services publics démocratiques.

Or leur prise en main rencontre de nombreux obstacles. Dans le domaine de l'accès à l'eau salubre, de l'assainissement, de l'hygiène hydrique, de la lutte contre la pollution des masses d'eau et l'accaparement des terres les mieux dotées, l'implantation forcée de barrages, la volonté de s'associer pour construire leur souveraineté en fonction des besoins est forte et impérieuse. Mais les oligarchies